



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 15/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ECONOTRE**

Zone des Turquès  
Route de Montauban  
31660 Bessières

Références : 2024-366  
Code AIOT : 0006802560

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement ECONOTRE implanté Zone des Turquès Route de Montauban 31660 Bessières. L'inspection a été annoncée le 15/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 qui vise à vérifier la conformité des installations d'incinération et de co-incinération vis-à-vis des MTD issues du BREF incinération. Les prescriptions contrôlées sont celles introduites par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 applicables depuis le 3 décembre 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECONOTRE
- Zone des Turquès Route de Montauban 31660 Bessières
- Code AIOT : 0006802560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECONOTRE exploite à Bessières une unité de valorisation énergétique (UVE) de déchets non dangereux provenant des ménages et d'activités économiques. Cette installation est associée à un centre de tri des déchets ménagers recyclables collectés séparément et d'une plate-forme de maturation des mâchefers.

Au titre des installations classées, elle est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2024.

L'UVE comprend deux lignes d'incinération avec récupération d'énergie (export de chaleur et production d'électricité) de 11,4 t/h chacune et d'une capacité totale autorisée de 196 000 tonnes (déchets ménagers et déchets d'activité).

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Conformité incinérateurs IED

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
2	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
3	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet
5	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 6 points de contrôle ayant fait l'objet de cette inspection, axée sur la mesure le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, l'inspection des installations classées relève : 1 fait avec suite, relatif à la révision périodique des conditions autres que normales. Un délai de 6 mois est proposé pour un retour à la conformité sur ce point.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :</p> <p>1. Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;</p> <p>2. Élimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ;</li> <li>- plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ;</li> <li>- des déchets municipaux en mélange sont incinérés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société ECONOTRE exploite, dans le cadre d'une délégation de service public pour le compte du syndicat mixte DECOSET, une usine d'incinération de déchets non dangereux. L'incinérateur</p>

<p>traite les déchets ménagers et assure également l'incinération de déchets d'activités économiques.</p> <p>La capacité horaire totale de l'installation est de 22,8 t/h pour 2 fours. A ce titre, l'installation relève bien de la directive IED au titre de la rubrique 3520-1 de la nomenclature des installations classées et donc des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>PBDD/PBDF</u> (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p><u>PCB de type dioxines</u> - Fréquence de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8) ;</li> <li>- Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).</li> </ul> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation étant une usine d'incinération d'ordures ménagères, il n'est pas possible de démontrer l'absence de déchets bromés dans les apports. La surveillance des dioxines bromées (PBDD/PBDF) est donc obligatoire.</p> <p>Une surveillance de ces composés, ainsi que des PCB de type dioxines (PCB-dl), a été mise en place en début d'année 2024. Des analyses mensuelles complémentaires sont effectuées sur ces paramètres (dioxines bromées et PCB de type dioxines) à partir des cartouches de surveillance en semi-continu des dioxines chlorées.</p> <p>Les résultats ont été présentés. Ils n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant confirme que la surveillance des émissions des polluants surveillés en continu continue à être réalisée en conditions OTNOC.</p> <p>Pour les phases de démarrage et d'arrêt, l'exploitant a réalisé une mesure des émissions durant ces phases (planifiées) sans combustion de déchets en 2023 et sera à renouveler tous les 3 ans.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li> <li>- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li> <li>- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li> </ul> <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a adressé un document recensant l'ensemble des situations et des défaillances pou-</p>

<p>vant conduire à des conditions de fonctionnement autres que normales (OTNOC). Ce recensement a été effectué sur la base de l'annexe 2c du guide CEWEP/ESWET/FEAD/EUROHEAT&amp;POWER pris comme référence dans le guide d'application de l'AM du 12/01/2021 établi par la FNADE-SNIDE-SVDU (version 4 de février 2022). Pour chacune de ces situations, l'exploitant a identifié les causes et les conséquences et a défini un plan de gestion de la OTNOC concernée (maintenance préventive, contrôles, suivis spécifiques, etc.), les moyens de détection et le lien éventuel avec les travaux en cours.</p> <p>Au total, l'exploitant a défini 11 OTNOC correspondant à des signaux dont le dépassement de certains seuils définissent les périodes OTNONC (indépendamment d'éventuels dépassements de VLE).</p> <p>L'ensemble de ces paramètres est suivi par la supervision et alimente automatiquement le compteur OTNOC.</p> <p>Il a été vérifié que le compteur de durée cumulée des OTNOC n'a pas dépassé un plafond de 250h par an. Le compteur pour les deux lignes est d'environ 88 heures. Ce compteur ne prend en compte la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure (pour lequel ce compteur peut atteindre 500h/an), ni la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu (qui peut atteindre de 15% du temps de fonctionnement annuel de l'unité).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux montrent que les nouvelles VLE fixées par l'arrêté ministériel du 12/01/2021 sont respectées par sondage des mois de juin et juillet 2024. Le contrôle extérieur réalisé en juin montre également le respect des VLE des paramètres listés en annexe 8 de l'arrêté du 12/01/2021. L'inspection confirme que le cadre de surveillance GIDAF sera très prochainement mis à jour pour tenir compte de ces évolutions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li> <li>- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;</li> <li>- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales telle que détaillée ci-dessus (conception appropriée des éléments critiques, plan de maintenance préventive de ces équipements, surveillance des émissions en OTNOC, etc.) sera mise en œuvre en 2025, étant donné que le plan de gestion des OTNOC a été établi en début d'année 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les prochains rapports annuels devront comprendre un paragraphe spécifique relatif aux résultats de la revue périodique du plan de gestion des OTNOC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>